

*Les politiques d'austérité imposées par nos gouvernements depuis l'acceptation du Pacte de Stabilité et de Croissance, en 1997, ont produit des effets négatifs sur notre société : la réduction de l'accès aux Services Publics et le gel des salaires.*

## Le 26 janvier, en action pour la défense des services publics et de l'état social.

### Recul des Services Publics et assimilés<sup>1</sup>

Ecoles, postes, perceptions et trésoreries, gares... depuis 15 ans les fermetures s'accroissent. En ce qui concerne notre champ syndical ce sont les fermetures d'hôpitaux (FPH et ESPIC), de maternités, de centres de jour, mais aussi de places de CHRS, d'accueil de jeunes mineurs, d'activités de prévention en milieu ouvert...

Cette politique impose à la population une situation d'abandon avec la création de « déserts » de Services Publics. Des délais d'attente toujours plus longs, pour une consultation, une place en institution et toujours plus de reste à charge ponctionné dans le budget des ménages.

A chaque emploi d'agent-es de service public supprimé, ce sont un à deux emplois induits qui disparaissent à leur tour appauvrissant encore plus ces territoires.

### Gel des salaires, ralentissement de l'avancement...

Le niveau de vie des agent-es des services publics régresse avec, pour conséquence, une plus faible participation à la vie économique.

Si les personnels de ces services publics sont salués pour leur dévouement et leur réactivité lors d'évènements exceptionnels, ils jouent surtout un rôle majeur au quotidien par les services qu'ils rendent à la population et un rôle d'amortisseur économique par la richesse qu'ils réinvestissent dans le tissu de proximité.

Ces attaques contre le service public et les salarié-es, désorganise l'aménagement du territoire, appauvrit les zones rurales, les villes moyennes et les quartiers en difficulté...

**Elles provoquent une migration des populations vers des zones mieux desservies.**

*Le pouvoir d'achat du salaire net moyen des fonctionnaires a encore baissé en 2013, selon les statistiques publiées lundi par l'Insee... Visible sur la rémunération brute, il a été amplifié sur la rémunération nette par le relèvement du taux de cotisation retraite pour l'aligner sur celui du privé. .... En euros courants, leur salaire net moyen en équivalent temps plein n'a progressé que de 0,1 % en 2013 (+0,5 % en brut). Compte tenu de l'inflation, cela correspond à une baisse de 0,7 % en euros constants, comme l'année précédente. Les echos. 27/04/2015*

**Cette désaffectation du rôle de l'Etat détourne une partie toujours plus grande d'électeurs vers le vote FN, trompés par les illusions de leur propagande.**

Il en va du devenir de notre démocratie de revitaliser et de développer des services publics de qualité. Ce combat est nécessaire, ce combat est juste.

*Pour la création d'emplois de Services Publics à la hauteur des besoins de la population.*

*Pour le maintien des Services Publics dans les zones de faible densité et leur développement dans les quartiers en difficulté.*

*Pour une reconnaissance salariale de ses agent-es à hauteur de la mission et des contraintes qu'elles et ils assument,*

*Pour une grille unique des salaires débutant à 1700 € net, linéaire et sans barrage, avec la reconnaissance des qualifications.*

A l'appel des organisations de la Fonction Publique de Solidaires de la CGT et de FO, avec les salarié-es du social et du médico-social, toutes et tous:

**en grève et en action**

## le 26 Janvier 2016

[1] Par Services Publics, nous entendons fonction publique, entreprises publiques, missions de service ou d'intérêt public.



Union syndicale  
**Solidaires**



Fédération nationale

SUD Santé Sociaux  
Solidaires-Unitaires-Démocratiques

70, rue Philippe de Girard  
75018 PARIS

Tel : 01 40 33 85 00  
Fax : 01 43 49 28 67

www.sudsantesociaux.org  
contact@sudsantesociaux.org  
Tweet: sudsantesociaux

Paris, le 05/01/2016